



## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le Service de l'Assainissement désigne, pour ce qui suit, le service communal ou le délégataire du service public, qui assure l'exploitation du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la Commune de Moorea-Maiao.

Le Service de l'Eau désigne, pour ce qui suit, l'exploitant du service public de distribution d'eau potable de la Commune de Moorea-Maiao. Suivant le secteur, il pourra être le service communal enrégie ou le délégataire du service public.

### Abonné

Un abonné est un usager du service public de l'assainissement collectif des eaux usées sur la Commune de Moorea-Maiao. L'abonné peut être un locataire, un propriétaire, un syndicat de copropriétaires, une entreprise ou toute autre entité juridique. L'abonné est l'usager payeur du service d'assainissement. Une police d'abonnement, appelée « convention de déversement » est signée par l'abonné et contractualise les relations avec le Service de l'Assainissement.

Sur la Commune de Moorea-Maiao, l'abonné au service public de l'assainissement lorsqu'il bénéficie d'un branchement en eau potable est alors le même que l'abonné au service public de l'eau potable. Lors du départ de l'occupant d'un logement ou local équipé d'un compteur individuel, l'abonné du compteur général devient titulaire, de fait, de l'abonnement du compteur individuel jusqu'à l'arrivée d'un nouvel abonné.

### Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent :

- les eaux ménagères provenant entre autres des cuisines, buanderies, lavabos et douches...
- et les eaux vannes provenant des cabinets d'aisance et des urinoirs

### Eaux usées industrielles

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondants à une utilisation de l'eau autre que domestique.

### ARTICLE 1 : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux usées dans les réseaux publics d'assainissement collectif sur la Commune de MOOREA-MAIAO.

### ARTICLE 2 : Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

### ARTICLE 3 : Catégories d'eaux admises au déversement

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau des eaux usées :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux industrielles, définies par des conventions spéciales de déversement passées entre le Service de l'Assainissement et les établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

Seul le système séparatif (eaux usées – eaux pluviales) est autorisé en Polynésie Française (article 2 de la délibération

n°87-48/AT de la 29/04/1987 portant réglementation de l'hygiène des eaux usées modifié par délibération n°98-152 APF du 18/09/1998).

### ARTICLE 4 : Obligations de service

Sur le territoire de la Commune de Moorea-Maiao soumis à l'assainissement collectif public des eaux usées, le Service de l'Assainissement est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service permettant une évacuation efficace des eaux usées. Ces obligations vis à vis de la Ville découlent de la convention de délégation.

L'abonné qui est propriétaire des ouvrages et canalisations situés en partie privée, reste néanmoins responsable de leur bon entretien.

### ARTICLE 5 : Droits et obligations

L'accès au réseau public de l'assainissement est de droit pour les propriétés riveraines, dans les conditions du règlement du service et de la convention de déversement. Le Service de l'Assainissement ne peut s'opposer à une demande conforme de raccordement qui lui serait formulée sauf dans les cas suivants :

- nature des eaux rejetées incompatible avec les traitements mis en place ;
- charge nominale des installations existantes atteinte ;
- réseau principal au droit de la propriété non encore posé.

#### 5.1. – les conditions d'accès au service

Tout premier accès au service (nouveau branchement) sera conditionné par la fourniture d'une attestation de conformité sanitaire délivrée par un contrôleur technique du Service de l'Assainissement. Cette attestation qui vise à s'assurer que les eaux rejetées sont conformes aux critères définies à l'article 3 du présent règlement, porte sur l'ensemble du réseau privatif d'évacuation des eaux usées et comprend, outre l'attestation en tant que telle, un dossier technique constitué de la manière suivante :

- plan général et de détail du réseau d'évacuation des eaux usées du plancher de la construction jusqu'au tabouret de branchement,
- caractéristiques des réseaux et des ouvrages annexes,
- croquis de repérage des lieux d'implantation du futur regard de branchement (échelle maxi 1/100ème),
- une convention de déversement ordinaire ou spéciale (pour les établissements industriels) dûment signée par le futur abonné ou son représentant.

Les documents devront permettre de déterminer la nature, le diamètre et la longueur des matériaux constitutifs du réseau intérieur d'évacuation des eaux usées du plancher de la construction jusqu'au tabouret de branchement.

#### 5.2. – Les droits et obligations

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement publique, il est formellement interdit d'y déverser :

- les ordures ménagères et tout type de déchets alimentaires même après broyage préalable,
- les lubrifiants et les huiles minérales (huile de vidange...),
- les huiles de fritures,
- l'effluent des fosses septiques (les fosses sont supprimées ou comblées),
- les graisses des séparateurs de graisses sous forme solide ou

liquide après hydrolyse (après ajout de produits additifs spécifiques).

Ces graisses doivent faire l'objet d'une collecte spécifique. Il est précisé de manière générale que les boîtes à graisses doivent être supprimées ou comblées au même titre que les fosses septiques. Elles ne doivent être conservées que dans des cas spécifiques comme par exemple pour des activités agroalimentaires ou de restauration. La conservation des boîtes à graisses existantes est soumise à l'autorisation du Service de l'Assainissement.

- te para mai roto mai i te faataaraa hinu māa (o tei rapaūhia).
- les matières flottables ou précipitables qui, directement ou après mélange avec d'autres effluents, pourraient entraver le bon fonctionnement des ouvrages en aval. De plus, l'effluent ne doit contenir ni dégager aucun gaz ou vapeur toxique ou inflammable (carburants, solvants, peintures...),
- des substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées,
- des eaux industrielles ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité,
- des effluents dont le PH ne sera pas compris entre 5,5 et 8,5,
- et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire au bon état et fonctionnement du réseau d'assainissement, des ouvrages d'épuration, et au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

#### **Il est de plus formellement interdit :**

- de modifier les dispositions du branchement, d'en gêner le fonctionnement
- de modifier l'usage et la conception du tabouret de branchement (longueur, largeur, plaque, scellés...) sans autorisation du Service de l'Assainissement, dans le cas contraire, le tabouret sera mis en conformité par les soins du Service de l'Assainissement aux frais de l'abonné.

L'abonné prend toutes dispositions afin de garantir l'intégrité de la partie du branchement située sous domaine privé lors des différentes interventions à l'intérieur de sa propriété.

### **ARTICLE 6 : Qualité de l'eau déversée**

#### **6.1. – Eaux usées domestiques**

Le Service de l'Assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis à l'article 3 du présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'usager.

#### **6.2. – Eaux usées industrielles**

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention spéciale de déversement, voire des autres autorisations administratives dont il dispose, des prélèvements et contrôles peuvent être effectués à tout moment par le Service de l'Assainissement dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie. Les analyses sont effectuées par un laboratoire au choix du Service de l'Assainissement, au moins un double de l'échantillon est systématiquement conservé (réfrigération) et un échantillon est mis à la disposition de l'industriel, sur sa demande, pour éventuel contrôle contradictoire.

Les frais d'analyse sont supportés par l'abonné de l'établissement concerné si leurs résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 37 du présent règlement.

### **ARTICLE 7 : Obligation de raccordement**

#### **7.1. – Eaux usées domestiques**

En vertu de la Délibération n° 87-48 AT du 29 avril 1987 modifiée, tous les bâtiments comportant des installations sanitaires doivent être raccordés au réseau d'égout.

Le raccordement d'un immeuble ou groupement d'immeubles édifié antérieurement à la mise en service du réseau d'égout public se fait hydrauliquement en amont de tout système d'assainissement autonome dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau d'égout. La date de mise en service lui est notifiée par écrit au moins trois mois après la mise en service du réseau d'égout par le Service de l'Assainissement. Le constat de non raccordement dans le délai de deux ans après la notification par le Service de l'Assainissement de la mise en service de l'égout ne préjuge en rien des suites réglementaires et pénales qui en découlent.

Au terme de ce délai, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion fixée par l'assemblée délibérante (au maximum 100%).

#### **7.2. – Eaux usées industrielles**

Le raccordement au réseau public des eaux usées des établissements déversant des eaux industrielles n'est pas obligatoire. Cependant, les abonnés industriels ne peuvent évacuer les eaux usées dans le milieu naturel sans qu'elles aient subi au préalable un traitement agréé par l'administration compétente, conformément aux exigences de la protection de la santé publique et de l'environnement.

Aussi, sur leur demande ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles et sous réserve d'acceptation par les services administratifs du Pays compétents.

Le Service de l'Assainissement peut imposer à l'abonné la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tel que dégrillage-tamissage, dessableur-débourbeur, déshuileur dégraisseur, bassin tampon-régulation de pH... Pour les installations importantes, il peut imposer la mise en place d'une station de mesure du rejet pouvant être équipée, selon le cas, d'une mesure continue du débit, de la température, du pH et d'un préleveur-échantillonneur automatique accessible à tout moment.

## **CHAPITRE 2 : ABONNEMENTS**

### **ARTICLE 8 : Modalités de déversement des eaux usées**

Le déversement des eaux usées au réseau d'assainissement public se fait uniquement au moyen de tabourets de branchement suivant les dispositions de l'article 12.

### **ARTICLE 9 : Conventions de déversement**

Pour l'ensemble des formalités liées au raccordement, l'abonné

se met en relation avec le Service de l'Assainissement.

### 9.1. – Eaux usées domestiques : conventions de déversement ordinaire

Le consentement au contrat d'abonnement est confirmé ;  
- soit par la signature d'une convention de déversement ordinaire remplie en double exemplaire et signée par le nouvel abonné qui en reçoit un,  
- soit par le règlement de la première facture par l'abonné.

Dans les deux cas, ceci entraîne l'acceptation de tous les règlements par l'abonné qui admet ainsi avoir pris connaissance des tarifs en vigueur et de leur modalité de révision. Chaque abonné a la faculté permanente de consulter les documents relatifs à la convention de déversement ordinaire, aux heures d'ouverture des bureaux du Service de l'Assainissement. L'abonnement est consenti jusqu'à demande de sa résiliation dans les conditions fixées à l'article 10.

Dans le cas d'un nouveau branchement, l'abonnement ne prend effet que lorsque l'attestation de conformité du branchement indiquée à l'article 5.1. est validée.

Dans le cas d'un branchement existant et conforme, la seule signature de la convention ordinaire ou le règlement de la première facture permet la prise d'effet de l'abonnement.

Si le branchement existant (partie privative) n'est pas conforme, le Service de l'Assainissement est en droit de demander la remise en conformité du branchement avec l'activation de l'abonnement dans un délai qui ne peut excéder 6 mois.

### 9.2. – Eaux usées industrielles : conventions spéciales de déversement industriel

L'abonnement est établi au travers de la signature d'une convention spéciale de déversement. L'abonnement ne prend effet que lorsque l'attestation de conformité du branchement et son dossier technique indiqués à l'article 5.1. sont remis complets et validés par le Service de l'Assainissement.

La convention spéciale de déversement, à laquelle est annexé le règlement de service, est remplie en double exemplaire et signée par le nouvel abonné qui en reçoit un.

Elle entraîne l'acceptation des de tous les règlements en vigueur ou à venir.

Le mode de calcul des tarifs appliqués aux établissements industriels est indiqué dans la convention spéciale de déversement.

Chaque abonné a la faculté permanente de consulter les documents relatifs à la convention spéciale de déversement, aux heures d'ouverture dans les bureaux du Service de l'Assainissement. Toute modification de l'activité industrielle, est signalée au Service de l'Assainissement et peut faire l'objet de la signature d'une nouvelle convention spéciale de déversement.

### ARTICLE 10 : Cessation et mutation d'abonnement

Le raccordement à l'égout public étant obligatoire pour les eaux usées, la cessation de l'abonnement ne peut résulter que du changement de destination ou de la démolition de l'immeuble, de la transformation du déversement ordinaire en déversement spécial ou du non alimentation en eau potable de l'immeuble.

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement que dans le cas de la suppression de son abonnement à l'eau, ou de la démolition du bâtiment ou de l'absence totale de rejet ou enfin en cas de changement d'abonné. Il doit en avvertir le Service de

l'Assainissement par courrier. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se poursuit. L'ancien abonné est tenu de signaler au repreneur l'existence de l'abonnement. Le nouvel abonné doit alors signer une convention de déversement engageant sa responsabilité.

A défaut de signature d'un nouvel abonnement, une demande sera réalisée par le Service de l'Assainissement auprès du Service de l'Eau de la Commune de Moorea-Maiao afin que l'alimentation en eau potable de l'ancien abonné soit arrêtée suivant les dispositions du règlement du service public de distribution de l'eau potable de la Commune de Moorea-Maiao. L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit, restent responsables vis-à-vis du Service de l'Assainissement de toutes sommes dues en vertu de la convention initiale.

L'autorisation n'est pas transférable d'un immeuble à un autre. Il en est de même en cas de division de l'immeuble, chacune des fractions devant alors faire l'objet d'une autorisation correspondant à chaque abonnement au service public de distribution de l'eau potable de la Commune de Moorea-Maiao. De manière générale, tout changement de donnée figurant dans la convention de déversement doit être signalé au Service de l'Assainissement.

### ARTICLE 11 : Abonnements temporaires

Dans le cas d'immeubles collectifs neufs, un abonnement temporaire, sera obligatoirement mis en place au nom du maître d'ouvrage ou de son représentant, dès l'installation du compteur général d'eau potable et dans l'attente de connaître l'abonné final de la construction.

## CHAPITRE 3 : BRANCHEMENTS

### ARTICLE 12 : Définition du branchement

#### 12.1. - Eaux usées domestiques

Le dispositif de branchement type comporte deux parties :

- La partie publique du branchement, qui appartient à la collectivité et est gérée par le Service de l'Assainissement.
- La partie privée du branchement, qui appartient à l'abonné.

La partie en domaine public comprend :

- Un tabouret à passage direct ayant un diamètre d'ouverture de 400 mm qui est situé en limite de propriété (coté public, cependant il est possible pour des raisons d'encombrement que celui-ci soit positionné sur la propriété privée). Cet ouvrage délimite les prestations publiques d'entretien et de contrôle. Il doit être visible, accessible et équipé d'un tampon en fonte agréé.
- Une liaison par un tuyau PVC de diamètre 160 mm avec le collecteur gravitaire de diamètre 200 mm.

La partie en domaine privé comprend :

- Une boîte de branchement en PVC d'ouverture 315 mm dans laquelle arrive le collecteur de diamètre 100 mm.
- Une canalisation en PVC DE 125 mm, qui relie la boîte de diamètre 315 mm au tabouret de diamètre 400 mm.

Pour certains abonnés, la partie privée est différente dans la mesure où il n'est pas possible d'effectuer la collecte des effluents jusqu'au tabouret de diamètre 400 mm en gravitaire. Dans ce cas, ils doivent s'équiper d'un poste de relevage des eaux usées. Le poste est relié au tabouret par une canalisation en PVC

pression de petit diamètre (< 125 mm). Dans ce cas, l'entretien puis le renouvellement du poste de relevage restent à la charge de l'abonné. Dans le cas de rejets d'eaux usées domestiques susceptibles de générer une quantité importante de graisses (cas des activités à caractère alimentaire tels que les snacks, restaurants, traiteurs, etc.), le Service de l'Assainissement se réserve le droit d'imposer en amont du raccordement un dispositif de type boîte à graisses dont l'entretien, la construction et le renouvellement restent à la charge de l'abonné.

### 12.2. -Eaux usées industrielles

Les établissements industriels doivent, s'ils en sont requis par le Service de l'Assainissement, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement eaux usées domestiques ;
- un branchement eaux usées industrielles.

Les spécificités du branchement d'eaux usées industrielles sont définies dans la convention de déversement spéciale.

De manière générale, chacun de ces branchements, ou le branchement commun, doit être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible à toute heure aux agents du Service de l'Assainissement. Le Service de l'Assainissement pourra mettre ce dispositif à disposition des administrations chargées du contrôle.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut à l'initiative du Service de l'Assainissement, être placé sur le branchement des eaux industrielles et doit être accessible à tout moment aux agents du Service de l'Assainissement.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux mêmes règles que les rejets d'eaux usées domestiques classiques.

### ARTICLE 13 : Modalités générales d'établissement du branchement

Le Service de l'Assainissement fixe le nombre de tabourets de branchement à installer par bâtiment à raccorder.

Le Service de l'Assainissement fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation publique ainsi que l'emplacement de l'éventuel « tabouret de branchement » ou d'autres dispositifs notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en raison de contraintes particulières qui lui sont propres, l'abonné de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service de l'Assainissement, celui-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Cette demande est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel est indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement, ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositifs le composant, de la façade jusqu'au tabouret de branchement.

### ARTICLE 14 : Demande de branchement et paiement des frais d'établissement

Tous les travaux d'installation de la partie publique du branchement, depuis la canalisation publique jusqu'au tabouret

de branchement sont réalisés par les soins du Service de l'Assainissement, à la demande et aux frais de l'abonné ou de son représentant, après acceptation du devis établi sur la base d'un bordereau de prix unitaires annexé au contrat de délégation du service public d'assainissement des eaux usées.

Pour l'application de ce bordereau de prix, la longueur du branchement est comptée de l'axe de la voie publique jusqu'à l'origine du tabouret de branchement. Toutefois, dans les rues canalisées de chaque côté de la voirie, cette longueur est comptée à partir de la canalisation publique jusqu'à l'origine du tabouret de branchement.

Les travaux doivent être terminés par le Service de l'Assainissement dans un délai de quatre mois suivant le règlement d'un acompte égal à 50% du montant du devis et sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires. Le solde est exigible dans les quinze jours suivant l'exécution des travaux.

Dans le cas d'ensembles immobiliers neufs à destination de copropriété, le branchement est établi au nom du promoteur.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande de l'abonné par le service d'assainissement ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par lui.

Cette partie du branchement est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

La partie du branchement privée reste à la charge de l'abonné.

Ces travaux sont effectués par l'entreprise de son choix et son soumis au contrôle de conformité du Service de l'Assainissement.

### ARTICLE 15 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Lorsque le service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, le service adresse une facture unique au syndicat de copropriétés concerné par les travaux d'extension. Le syndicat se charge alors de répartir les dépenses entre ses usagers en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

### ARTICLE 16 : Contrôle de conformité des branchements

Le Service de l'Assainissement assure, pour le compte de la collectivité, un rôle de conseil général auprès des abonnés dans les phases amont du raccordement. Après la réalisation des travaux de raccordement par l'abonné, elle en assure le contrôle de conformité - réseau privé et des ouvrages spécifiques (poste de relèvement, boîte à graisse) - par les moyens adaptés si nécessaire (test d'étanchéité, tests à la fumée, au colorant, inspection télévisée...). Ces contrôles sont à la charge de l'abonné et sont facturés par application du bordereau de prix unitaires annexé au contrat d'affermage. Ce contrôle intervient normalement avant toute mise en fonctionnement du raccordement pour garantir l'absence d'arrivée d'eaux parasites. Il rentre dans le cadre du dossier technique décrit à l'article 5.1. du présent règlement.

Des contrôles peuvent aussi être effectués "a posteriori". Il est notamment interdit à tout usager de modifier les pentes de son terrain de manière à utiliser la boîte de branchement en DN315 située en partie privative comme un siphon d'évacuation des eaux pluviales.

L'abonné est tenu d'informer le Service de l'Assainissement de

toute modification qu'il compte faire sur le branchement en partie privative. Ces modifications éventuelles donneront lieu à une nouvelle attestation de conformité.

Si un défaut est constaté, de nature à remettre en cause le fonctionnement normal du réseau collectif des eaux usées, l'abonné devra procéder à ses frais aux réparations et au nettoyage indiqués par le Service de l'Assainissement.

## **ARTICLE 17 : Propriété et gestion des branchements**

### **17.1. – Propriété**

La partie du branchement en domaine public jusqu'au tabouret de branchement est la propriété exclusive du Service de l'Assainissement.

Au-delà du tabouret de branchement, les installations situées sur le domaine privé appartiennent à l'abonné, celui-ci assume toutes les responsabilités liées à cette qualité.

### **17.2. – Entretien et réparations**

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du Service de l'Assainissement. L'abonné doit signaler tout problème visible après le tabouret de branchement au Service de l'Assainissement, dans les plus brefs délais.

L'entretien et les réparations de la partie du branchement située dans le domaine privé incluant les installations intérieures, restent à la charge de l'abonné. L'abonné veillera donc à entretenir correctement ses ouvrages et notamment à curer régulièrement ses boîtes à graisses s'il en a.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un d'abonné, les interventions du service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le service d'assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 37 du présent règlement.

### **17.3. – Suppression ou modification de branchement**

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposées le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble est exécutée par le Service de l'Assainissement ou une entreprise agréée par elle, sous sa direction.

## **ARTICLE 18 : Cas des installations de pré-traitements pour les eaux usées industrielles**

Les installations de pré-traitements prévues par les conventions spéciales doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les industriels doivent pouvoir justifier au Service de l'Assainissement du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les boîtes à graisses, les séparateurs à hydrocarbures, huiles graisses, féculés, les déboueurs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire avec une fréquence

fixée d'un commun accord entre l'abonné et le Service de l'Assainissement. L'abonné produira tous les ans les certificats de destruction des déchets au Service de l'Assainissement. Il demeure, en tout état de cause, seul responsable de ces installations.

## **ARTICLE 19 : Participations financières spéciales**

### **19.1. – Eaux usées domestiques**

Les raccordements des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'égout peuvent être astreints, par l'autorité responsable du réseau d'assainissement, à verser une participation pouvant s'élever au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire correspondant à leurs besoins (article 29 de la délibération n° 87-48 AT).

### **19.2. – Eaux usées industrielles**

En plus de l'article 19.1. qui s'applique aussi aux eaux usées industrielles, si le rejet d'eaux usées industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement peut être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement. Celles-ci sont définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

## **CHAPITRE 4 : INSTALLATIONS INTERIEURES**

Les installations intérieures doivent être conformes aux DTU de travaux.

## **ARTICLE 20 : Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures**

L'abonné peut disposer comme il l'entend des installations sanitaires à l'intérieur du bâtiment raccordé, pourvu qu'elles soient conformes à tout moment prescriptions de l'autorité sanitaire et du présent règlement.

Dans le cas où le propriétaire n'aurait pas respecté la réglementation en vigueur ou les clauses du présent règlement, il sera mis en demeure de réaliser la mise en conformité, le Service de l'Assainissement se réservant le droit d'obturer le branchement.

## **ARTICLE 21 : Raccordement entre domaine public et domaine privé**

Les raccordements effectués entre le tabouret de branchement situé en domaine public et les installations intérieures aux propriétés privées sont la propriété des abonnés et les travaux sont à leur charge exclusive. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

## **ARTICLE 22 : Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisances**

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais de l'abonné.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque



cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

### **ARTICLE 23 : Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées**

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

### **ARTICLE 24 : Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux**

Pour éviter le reflux des eaux usées d'égout public jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. De même, les joints des canalisations sont établis de la manière à résister à la pression correspondante.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale de l'abonné.

La responsabilité du Service de l'Assainissement ne peut être retenue en aucune circonstance.

### **ARTICLE 25 : Pose de siphons**

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

### **ARTICLE 26 : Toilettes**

Lorsque l'eau courante est disponible, les systèmes à entraînement sans eau sont interdits.

### **ARTICLE 27 : Colonnes de chutes d'eaux usées**

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

### **ARTICLE 28 : Descente des gouttières**

Les réseaux unitaire et pseudo-séparatif sont interdits (article 2 de la délibération n°87-48/AT du 29/04/1987 portant réglementation de l'hygiène des eaux usées modifié par délibération n°98-152 APF du 18/09/1998).

Les descentes de gouttières doivent donc être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation

des eaux usées.

### **ARTICLE 29 : Conformité des installations intérieures**

Les installations intérieures sont soumises au contrôle de conformité décrit à l'article 16 du présent règlement. Le Service de l'Assainissement est donc tenu de vérifier, avant tout raccordement au réseau public d'eaux usées, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises des articles précédents.

## **CHAPITRE 6 : RESEAUX PRIVES**

### **ARTICLE 30 : Dispositions générales pour les réseaux privés**

Les articles 1 à 29 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux usées.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 7 précisent certaines dispositions particulières.

### **ARTICLE 31 : Contrôles des réseaux privés**

Le Service de l'Assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Service de l'Assainissement, la mise en conformité est effectuée par l'abonné ou l'assemblée des copropriétaires.

### **ARTICLE 32 : Conditions d'intégration au domaine public**

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, ces derniers, au moyen de conventions conclues avec la collectivité, transféreront à celle-ci : soit la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant, en temps voulu, les fonds nécessaires ; soit les installations après vérification et délivrance d'un certificat de conformité par le délégataire,

## **CHAPITRE 7 : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

Les tarifs sont délibérés par la Commune de Moorea-Maïao, à l'exception des taxes et redevances éventuelles collectées par les organismes du Pays.

### **ARTICLE 33 : Règlement des redevances assainissement**

Dès la prise d'effet de son abonnement, l'abonné est soumis au paiement de la redevance d'assainissement des eaux usées par délibération du conseil municipal de la Commune de Moorea-Maïao.

#### **33.1. Avance sur Consommation**

Pour toute nouvelle souscription d'abonnement ou à l'occasion d'un avenant au contrat d'abonnement, une avance sur consommation sera versée par l'abonné au Service de l'Assainissement. Le montant de cette avance est fixé par délibération du conseil municipal de la Commune de Moorea-Maïao. L'avance sur consommation est remboursable à la résiliation de l'abonnement et après paiement de toutes les sommes dues par l'abonné au service.

### 33.2. – Prime fixe annuelle

La prime fixe annuelle est calculée en fonction du diamètre du compteur d'eau potable alimentant l'abonné. Cette prime fixe couvre les frais relatifs au branchement (relève du compteur d'eau, entretien et renouvellement du tabouret de branchement), les frais fixes du service public de l'assainissement, ainsi que l'amortissement des investissements. L'abonné en est redevable quelle que soit sa consommation.

### 33.3. – Consommation eaux usées domestiques

La redevance d'assainissement est assise sur les volumes d'eau comptés au compteur d'eau et sur les tarifs fixés par délibération du conseil municipal de la Commune de Moorea-Maiao. Pour les abonnés en maison d'habitation, à défaut de compteur normalisé installé, la redevance d'assainissement des eaux usées est calculée forfaitairement sur une base de consommation d'eau définie par délibération du conseil municipal de la Commune de Moorea-Maiao.

Toute personne raccordée ou tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre que le service public doit en faire la déclaration auprès du fermier.

Le nombre de mètres cubes prélevés à la source privée est déterminé par un dispositif de comptage posé et entretenu au frais de l'usager.

Ce dispositif de comptage est obligatoire. Chaque année le propriétaire déclarera le volume consommé au fermier de l'assainissement.

A défaut de cette déclaration, un forfait sera appliqué. Ce forfait sera calculé sur la moyenne des consommations relevées sur les 12 derniers mois chez les usagers du même type sur le secteur affermé ou à défaut sur d'autres secteurs de l'île de Moorea.

Les agents du service ont la possibilité d'accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures, des ouvrages de prélèvement et de la consommation relevée sur le dispositif de comptage. En cas de risque de contamination du réseau public et si des mesures ne sont pas mises en oeuvre, le service peut procéder à la fermeture du branchement d'eau.

Dans les immeubles collectifs pourvus de compteurs individuels (propriétés du Service de l'Eau et faisant l'objet d'une police d'abonnement au service public de distribution de l'eau potable de la Commune de Moorea-Maiao), la facturation correspondant au compteur général résulte de la différence entre la consommation relevée sur ce compteur général et la somme des consommations relevées sur les compteurs individuels. La facturation pour le compteur général est alors établie au nom de l'abonné ayant souscrit l'abonnement pour ce dit compteur.

Lorsque la différence est négative, elle ne fait pas l'objet d'un remboursement immédiat mais d'une régularisation sur la facture suivante.

### Eaux usées industrielles :

La redevance d'assainissement est de même assise sur les volumes d'eau potable comptés au compteur d'eau. Les tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal de la Commune de Moorea-Maiao. La convention spéciale de déversement signée entre l'abonné et le Service de l'Assainissement définit les flux de pollution des effluents et les modalités tarifaires en découlant.

De manière générale, en cas d'impossibilité de relevé, les facturations seront calculées sur la base de la période correspondante de l'année précédente ou à défaut, d'après la

moyenne de l'année courante. Le solde sera reporté sur la facturation suivante. La deuxième estimation de facture entraînera une demande de rendez-vous avec l'abonné, afin d'éviter les dérives de facturation.

En cas de demande de relevé par l'abonné ou le propriétaire, l'intervention est facturée sur la base des dépenses générées par le déplacement de l'agent chargé du relevé selon les tarifs en vigueur.

### 33.4. – Unité de résidence

Les unités de résidence sont définies comme suit

Les unités de résidence s'appliquent aux avances sur consommation, primes fixes et tranches de consommation

- N unités de résidence impliquent le paiement de N primes fixes

- N unités de résidence donnent droit à N x le volume de tranche 1, N fois le volume de tranche 2

### ARTICLE 34 : Périodicité des facturations

La périodicité des facturations des redevances d'assainissement est établie sur la même base que celle de la facturation des redevances d'eau potable.

A la date d'application du présent règlement, la périodicité des facturations est bimestrielle ou trimestrielle.

### ARTICLE 35 : Défaut de paiement

A défaut de paiement dans un délai de trente (30) jours à compter de la présentation de la facture et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,

le Service de l'Assainissement demandera au Service de l'Eau la fermeture du branchement d'eau alimentant l'abonné.

La procédure de recouvrement détaillée dans le contrat de délégation par affermage du service public d'assainissement de la zone nord de Haapiti est mise en application par le service de l'eau de la Commune de Moorea – Maiao.

Les frais de recouvrement sont à la charge de l'abonné.

### ARTICLE 36 : Remise fuite

Lorsque la consommation facturée aux usagers vient à augmenter brutalement du fait d'une fuite avérée sur son installation d'eau potable (à l'exclusion des fuites situées sur toute partie visible à l'intérieur des bâtiments) et n'ayant pas transité par le réseau des eaux usées, le traitement de la surconsommation (dégrèvement) sera réalisé de la manière suivante.

Les dégrèvements concernent les usagers rejetant des effluents domestiques (n'ayant pas fait l'objet de convention de déversement spéciale) et étant facturés sur la base des informations des compteurs du Service Public de l'Eau Potable.

La demande de dégrèvement devra être formulée par l'usager au fermier au plus tard trois mois après l'émission de la facture litigieuse.

Elle ne sera recevable que si :

- la surconsommation dépasse de 30% la consommation moyenne de référence de l'usager calculée sur la même période (la consommation moyenne de référence est la consommation moyenne relevée sur les douze derniers mois ou, à défaut d'un historique de consommation suffisant, la consommation moyenne relevée depuis l'abonnement).

Un seul dégrèvement par période de trois ans sera accepté par la collectivité et le fermier.

La fuite, lorsqu'il s'agit de fuite souterraine avec infiltration des



eaux dans le sol, devra être constatée par un agent habilité du fermier.

Elle devra aussi faire l'objet d'une réparation attestée par la présentation de la facture à un agent habilité du fermier. Les fuites situées sur toute partie visible à l'intérieur des bâtiments, ayant transité par le réseau des eaux usées ou résultant d'une faute ou d'une négligence de l'utilisateur sont exclues de ce traitement.

Le volume dégrèvé correspondra à la différence entre la surconsommation et la consommation moyenne de référence calculée sur la même période.

Le dégrèvement portera au maximum sur deux facturations.

La demande de dégrèvement ne suspend pas le paiement des sommes dues.

Une maison d'habitation individuelle

1 unité de résidence

Un lotissement de N habitations individuelles

N unités de résidence

Un immeuble d'habitation de N appartements

N unités de résidence

Une activité à caractère commerciale, industrielle ou hôtelière homogène

1 unité de résidence

Un établissement public (Mairie, Hôpital, Ecole, etc.)

1 unité de résidence

## CHAPITRE 8 : INFRACTIONS, VOIE DE RECOURS ET MESURE DE SAUVEGARDE

### ARTICLE 37 : Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du Service de l'Assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire du territoire. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### ARTICLE 38 : Voies de recours des abonnés

En cas de faute du Service de l'Assainissement, l'abonné qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les abonnés d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux l'abonné peut adresser un recours gracieux au Service de l'Assainissement. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de mois vaut décision de rejet.

### ARTICLE 39 : Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le Service de l'Assainissement et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épurations, soit ayant des impacts avérés sur l'environnement ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le Service de l'Assainissement peut mettre en demeure l'abonné par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur-le-champ et sur constat d'un agent de Service de l'Assainissement.

## CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS D'APPLICATION

### ARTICLE 40 : Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à compter du 01/07/2010.

### ARTICLE 41 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être proposées par le Service de l'Assainissement et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des abonnés, au moins trente jours avant leur mise en application.

### ARTICLE 42 : Désignation du Service de l'Assainissement

Le Service de l'Assainissement désigne le service communal ou la société auquel la Commune de Moorea-Maïao a confié par délégation, l'exploitation de son service public d'assainissement collectif des eaux usées. Cette dernière prend la qualité de Service de l'Assainissement pour l'exécution du présent règlement, qui a reçu son agrément.

### ARTICLE 43 : Traduction

Le présent texte devant être traduit en langue tahitienne, il est convenu qu'en cas de contestation, seul le texte en langue française fait foi.

### ARTICLE 44 : Clauses d'exécution

Les services administratifs compétents et les agents du Service de l'Assainissement habilités à cet effet, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

- Paru au Journal Officiel de Polynésie Française n° 5046 du 22/09/2010

La Commune de Moorea-Maiao, ci-dessous désignée par "La Collectivité", a adopté par délibération n°48/10 du Conseil Municipal en date du 21 juin 2010 le présent règlement du Service public d'assainissement collectif des eaux usées de la Commune de Moorea-Maiao.

**Partie privée**  
En cas de problème faites appel au plombier de votre choix

**Partie publique**  
Propriété communal  
En cas de problème appeler SPEA

